Jean Sève

Comment interpréter la crise actuelle et quels possibles nous offre-t-elle ?

La conviction de plus en plus partagée que nous vivons une crise sans précédent, provoquant des reculs de civilisation, inimaginables il y a seulement quelques années, s’associe le plus souvent avec l’idée qu’il n’y aurait pas d’alternative claire. La question du devenir de nos sociétés développées, tout particulièrement en Europe, devient ainsi une question obsédante et décisive.

Or, pour répondre à cette question, nous avons beaucoup d’éléments en main et il est possible, sans grand risque d’erreur, de dessiner ce que sera demain. D’autant plus facilement qu’ils s’objectivent très contradictoirement sous nos yeux sous la forme de *futurs présents* dans un processus dialectique particulièrement éclairant.

Qu’est-ce qu’un *futur présent* ? Au sein d’une formation économico-sociale, caractérisée par des rapports sociaux dominants, à un certain stade de son histoire, parfois très tôt, se développent, de façon contradictoire, de nouveaux rapports sociaux, potentiellement révolutionnaires, préfigurant un possible dépassement (sursomption) de l’existant. Ce constat implique d’admettre que l’histoire est en partie déterminée par des processus objectifs, de toutes natures, qui s’imposent aux hommes, qu’ils en aient ou non conscience. C’est ainsi que, sous l’Ancien Régime, caractérisé par des rapports féodaux dominés par un pouvoir monarchique absolu se sont développés, dès 1600, en France, des sociétés en commandite destinées à financer le commerce avec le Québec, en marge donc du royaume, et préfigurant ce que sera beaucoup plus tard la société par actions. Le capitalisme s’est peu à peu formé, très modestement et très marginalement, au cœur de la société féodale pour finalement devenir le mode de production dominant.

J’appellerai donc « futur présent » un processus objectif, parfaitement visible, lié au jeu de contradictions à l’œuvre dans une formation sociale donnée, qui rend compte tout autant négativement que positivement des possibles et sous des formes très variées, depuis le possible déjà-là (le réchauffement climatique, la banqueroute d’un certain nombre d’états européens) jusqu’à des possibles beaucoup plus virtuels (l’abaissement du temps de travail sinon le dépassement de la mesure de la valeur par le seul temps de travail).

Je défendrais ici l’idée selon laquelle la crise dans laquelle nous nous débattons n’a pas été suffisamment analysée pour ce qu’elle est, à savoir non pas une crise comme une autre mais une triple crise. La première, assez bien identifiée, pour ainsi dire décennale ou pluridécennale, financière en tout état de cause et donc apparemment conjoncturelle (la crise dite des subprimes) est en réalité révélatrice d’une seconde crise, d’ordre systémique, et de dimension séculaire, beaucoup plus profonde qu’on ne l’imagine communément. Mais, jamais ouvertement évoquée, cette dernière n’est elle-même intelligible que si on l’associe à une troisième crise, plurimillénaire, « d’ordre civilisationnel », celle des sociétés de classes, impliquant à terme d’immenses bouleversements. Sauf erreur, cette dernière n’a jamais été formulée en tant que telle jusqu’à présent, même si, indirectement, elle est bien présente dans les débats politiques actuels. C’est au terme de cette triple analyse qu’on peut alors déterminer ce que sera notre futur immédiat, dans ce qu’il recèle de présupposés sur lesquels nous n’avons plus tout à fait la main. D’une certaine façon, il n’est déjà plus question de se demander ce qui peut se passer demain (deux issues) mais comment répondre au seul et unique impératif qui s’impose à nous (éviter la première issue pour aller vers la seconde).

Le premier niveau d’analyse est connu. La crise que nous vivons s’inscrit dans un contexte pluridécennal de politiques néolibérales appliquées systématiquement depuis plus de quarante ans. Pour relancer des taux de profit en baisse au terme des Trente Glorieuses, on a partout libéré les mouvements de capitaux (fin du contrôle des changes), libéré les échanges (mondialisation), dénationalisé, déréglementé et ouvert la voie à une désintermédiation bancaire (désormais on peut faire appel non plus seulement aux banques pour obtenir des capitaux mais à des fonds comme les fonds de pension, les fonds spéculatifs, voire même les compagnies d’assurance…). Le résultat est spectaculaire (émergence de nouveaux territoires et début d’un essor africain) mais il est couplé avec des politiques monétaristes (on tourne la page de l’inflation à deux chiffres en s’attaquant aux dépenses de l’État et en diminuant drastiquement les impôts et les charges pesant sur les entreprises) dans un contexte de flottement général des monnaies (fin du système de Bretton Woods). Autrement dit la croissance retrouvée se paie d’une spéculation débridée qui conduit à une ruineuse privatisation des profits en période de croissance et de socialisation des pertes lors des crises. Crises qui se succèdent depuis 1985 à un rythme effréné et qui sont presque toutes d’origine spéculative. Les États, menacés par leurs efforts pour éviter la faillite des banques les plus grosses et par la baisse inquiétante de leurs recettes, (mais aussi les collectivités territoriales ainsi que les ménages) sombrent dans l’endettement. Les politiques d’austérité adoptées partout cassent la croissance et amènent inexorablement la déflation (ce que le Japon connaît depuis plus de deux décennies : encore un futur présent).

 Si on en reste à ce premier niveau d’analyse, demain sera inéluctablement confronté à la nécessaire restructuration de ces dettes irremboursables (voire des solutions encore plus radicales, comme un moratoire ou même la banqueroute) et l’unique issue serait de reprendre le contrôle de cette finance fondamentalement irresponsable tout en relançant la demande par des politiques d’inspiration keynésienne (ou politiques de relance avec des investissements publics). En rester là serait désespérément inefficace. Car la crise est bien autre chose qu’une simple crise financière. Sortir d’un capitalisme libéral pour aller vers un capitalisme aménagé ne constituerait pas du tout notre planche de salut. Car, en seconde analyse, ce à quoi on assiste est une crise séculaire et systémique. Celle du capitalisme.

La principale finalité du capitalisme est l’accumulation sans fin de capitaux en s’appuyant historiquement sur la croissance économique et le développement des forces productives. Mais que vaut cette fin dans un pays désormais largement développé ? On est frappé du fait que, quel que soit le niveau d’analyse choisi, les dysfonctionnements du capitalisme sont désormais repérables partout, aussi bien dans les mécanismes du « marché », que dans la « concurrence », ou encore dans le retour sur investissement, autrement dit le profit, mais aussi dans le rôle de l’État dans une démocratie représentative à l’agonie, dans l’exploitation et la destruction des hommes et des milieux ou encore dans la morale véhiculée par le capitalisme qui se retourne en une ruineuse crise morale du « chacun pour soi ». Le capitalisme a très clairement fait son temps.

Prenons l’exemple du « marché ». Fondamentalement démocratique, il permettrait de fixer à leur juste niveau les prix, les salaires, les profits. Il est clair que le marché a représenté et continue de représenter un substantiel progrès par rapport aux prix fixés par des autorités politiques sans légitimité (les pouvoirs monarchiques, les États en pays socialistes). Mais, au seuil du XXIe siècle, le marché est devenu le plus souvent du « vol organisé ». Dans la mesure où certains des acteurs qui y interviennent sont devenus surpuissants. Un rapport bruxellois montre ainsi que les directives européennes sont surveillées et pilotées par plus de 1700 lobbyistes travaillant pour les FTN (firmes transnationales) disposant de plus de 120 millions d’euros de budget alors qu’en face, pour défendre les consommateurs, il n’y a que quelques dizaines d’ONG. Comment le « marché » peut-il fonctionner correctement dans ces conditions. Est-il si étonnant alors qu’on continue à produire des substances chimiques que tout le monde sait mortelles alors que les industries chimiques sont en mesure de bloquer toute politique préventive en appliquant le principe de précaution. Qui peut croire que les consommateurs pèsent quoi que ce soit face à la puissance des grandes surfaces quand celles-ci ont longtemps imposé des marges arrières ? Qui peut croire que le prix de l’essence est véritablement un prix de marché quand les hausses sont systématiquement répercutées alors que les baisses sont plus tardives et que l’État peut imposer des taxes représentant jusqu’à plus de 60% du prix ? Qui peut croire que le marché immobilier est un marché « démocratique » quand on peut spéculer impunément en construisant de façon irrationnelle des bureaux invendables ou aménager des meublés pour touristes fortunés alors que beaucoup de Parisiens sont sans logement et qu’il faille une loi pour imposer 20% de logements sociaux ? Comment peut-on également encore admettre que les prix des actifs financiers soient la résultante du jeu de l’offre et de la demande, comme le montre André Orléan, dans un contexte où certains peuvent acheter ou vendre des actions en une fraction de seconde (ce qu’on appelle le « trading à haute fréquence ») en manipulant ouvertement les cours ? Dans des économies de marché où toute demande non solvable est nulle et non avenue, on empêche la promotion de nouveaux droits (au logement ou à l’énergie par exemple) parfaitement réalisables. Plus grave, tendanciellement, si on reste dans ce cadre, seront exclus un nombre croissant de nos concitoyens. Le libre marché a fait son temps !

Certes, nous dit-on à longueur de médias, c’est l’absence de concurrence qui en serait la cause. Mais peut-on considérer ces mécanismes concurrentiels comme définitivement efficients ? On peut plus qu’en douter ! Si la concurrence a favorisé le producteur qui produit au meilleur coût à qualité égale, si la concurrence permet sans aucun doute possible, et dans certaines conditions, de faire baisser les prix pour les consommateurs (comme l’a montré l’arrivée en France d’un quatrième opérateur dans la téléphonie mobile), les dysfonctionnements, là aussi, sont patents. Et pour une raison simple : tant qu’il s’agit d’un marché « jeune » où la demande à satisfaire est encore considérable et où les technologies sont encore peu évoluées, cela peut fonctionner. Mais qu’en est-il quand ce même marché, deux siècles plus tard, est « mature », la demande est satisfaite et les technologies nécessaires sont beaucoup plus complexes ? Alors, dans ces conditions, d’une part, plus que jamais, le marché devient une jungle où tous les coups sont permis : ventes à perte, corruption et pots de vin, cartels ou ententes, dumping social et/ou fiscal, etc. On voit ainsi telle société racheter son concurrent uniquement pour lui prendre son marché ou ses brevets au prix de sa disparition, on voit telle autre se lancer dans l’espionnage industriel qui va ensuite demander à la victime des sommes considérables pour défendre ses brevets ou aller en justice. Il n’y a pas de semaine où l’actualité nous livre les travers ruineux d’une concurrence capitaliste. Le comble est que dans cette jungle les principaux intéressés ont bien compris qu’il fallait à terme coopérer. Les fusions-acquisitions sont une façon de partager les coûts et les formations ici ou là de clusters ou de technopôles montrent que la coopération au sein d’une même branche dans une région donnée (cluster) ou entre chercheurs, entreprises privées et laboratoires (technopôles) est ce que le futur nous promet. La concurrence laisse peu à peu la place, de façon encore très limitée et marginale, à une plus saine coopétition, beau futur présent dans un monde, nous dit-on, voué à la guerre économique mondiale.

Prenons un dernier exemple, hautement symbolique, celui du profit, qui est au cœur de la finalité du système capitaliste. Il serait le début du processus de civilisation et constituerait un fondement incontournable. Le triomphe des économies de marché fondé sur le droit de propriété dans l’histoire récente semble corroborer cette affirmation. Pourtant, pour aller vite, cela n’est opératoire qu’à partir du moment où cela fonctionne au service de la production de biens et services (sphère productive), où le profit d’hier fait la production utile socialement et le profit de demain. Mais quand est-il, quand, au terme d’un long développement, les perspectives de croissance se restreignent et que le capital, libéré de toute entrave, cherche à couper court en spéculant. Alors le capital alimente une sphère financière fondamentalement improductive, d’autant plus que les « investisseurs » exigent un retour sur investissement de plus de 10% (alors que la croissance réelle est très faible). Dans ces conditions, le capital abandonne le long terme (il se détourne par exemple de la recherche fondamentale) pour se concentrer sur le plus court-terme et au détriment de ceux qui produisent les richesses. Un tel système n’a plus aucun avenir, si ce n’est de compter sur de nouveaux territoires et sur de nouveaux marchés à exploiter. Mais pour combien de temps ?

Mais si on en reste à ce niveau d’analyse, on peut alors envisager comme futur possible un après-capitalisme qui prendrait la forme d’un socialisme (ou d’un écosocialisme). Ce qui passerait alors par la reconquête de l’État. En rester là impliquerait alors de s’inscrire dans une stratégie électorale et partisane inefficace en tant que telle. Je doute que cela soit l’un des constituants principaux de notre futur. Car ce que très peu voient, c’est que cette crise systémique au sens premier du terme cache une crise encore bien plus profonde, une crise multimillénaire dont seul le dépassement constituerait une issue crédible pour demain. Ce qui est aujourd’hui en jeu, c’est la division en classes de la société.

Dans notre société contemporaine, tout homme (sa force de travail) est achetable. On peut acquérir sa force de travail moyennant un salaire. On peut donc le commander, jusqu’au geste à accomplir, jusqu’à la méthode à employer, jusqu’à la fin à servir. Des milliards d’individus sont ainsi aliénés à une classe dominante quelle qu’elle soit et à ses intérêts. Mais le fait est que le monde a profondément changé et que l’essor sans précédent des forces productives nous a fait pénétrer dans ce que certains ont appelé la « société de la connaissance ».

Avec la mécanisation, l’automatisation, l’informatisation, les activités humaines sont de moins en moins répétitives et de plus en plus axées sur l’inventivité, la création, l’innovation, la surveillance et la réactivité, le service apporté à une clientèle, le conseil… Des activités qui exigent des individus très qualifiés maîtres de leur travail, sans patron tout en restant organisés, libres de leur emploi du temps (l’entreprise mobile), capables d’échanger entre eux. Or, dans le système actuel, les rapports sociaux sont corsetés par l’impératif du profit et par le pouvoir des actionnaires. Les sociétés de classes et les rapports sociaux qui lui sont liés deviennent objectivement des freins pour une prometteuse révolution du travail. Ce qui vient irrépressiblement à l’ordre du jour est la mutualisation des savoirs, le partage des coûts, la coopération à vaste échelle, la promotion concertée du développement durable, la sécurisation des parcours professionnels, etc. Pour résumer, la soumission des travailleurs à des donneurs d’ordre devient, dans ces conditions, non seulement inopérante mais un obstacle historique majeur à une nouvelle révolution.

Les observateurs sur le terrain, les moins conformistes, l’ont déjà abondamment souligné. « *Il faut débarrasser les rapports sociaux du profit capitalistique pour promouvoir des rapports fondés sur le partage, l’échange, la coproduction et la cocréation* » écrit Pierre Kosciusko-Morizet, dans son livre, Priceminister : toutes les entreprises ont été petites un jour. C’est reconnaître qu’au-delà de la crise financière actuelle, s’ajoutant aux impasses d’un mode de production capitaliste des biens et des services, apparaît une crise bien plus profonde encore, questionnant ce qui est pourtant donné pour intangible depuis des millénaires : la division de la société entre travailleurs et possédants, gouvernés et gouvernants, et par suite l’existence dite inévitable de profondes inégalités sociales. Une crise d’une mode d’appropriation privative des choses… qui n‘est que très rarement pris au sérieux par les « politiques » comme par les citoyens…

 Ce qui se passe en ce début de siècle est donc au sens fort du terme décisif. Nous sommes confrontés à la synchronie de trois crises majeures. Une crise économique apparemment classique, grosse d’une faillite systémique des États souverains les plus avancés, victimes consentantes d’une déréglementation lancée il y a quarante ans, génératrice de bulles financières à répétition, dont la dernière a nécessité une énième nationalisation des colossales pertes de la finance capitaliste et d’une fuite en avant dans la déflation par la dette (premier niveau d’analyse). Mais celle-ci en masque une autre, plus fondamentale, la dérive d’un système capitaliste devenu tendanciellement prise de rente irresponsable et improductive, destructrice et même criminelle par la surexploitation des individus et des milieux (second niveau d’analyse). Plus encore, tout au fond, nous en arrivons à une impasse historique des sociétés de classe, où les peuples et les individus sont pour l’essentiel dessaisis d’eux-mêmes par un système pyramidal foncièrement aliénant où une minorité dominante met en coupe réglée l’humanité toute entière (troisième niveau d’analyse). Nous avons là en creux ce que ne devra pas être une société postcapitaliste. Penser le futur passe nécessairement par ce triple constat.

Que peut-il se passer alors si nous ne réussissons pas collectivement, au moins à l’échelle européenne, à inverser ce triple processus en cours ? Pour l’exprimer en très peu de mots, se dessine en creux une quintuple et incommensurable catastrophe, ayant chacune leurs dynamiques, leurs temporalités, mais toutes interdépendantes par un redoutable effet domino. La crise financière nous offre comme futur proche ce que jusqu’à présent les « gouvernances » actuelles ont réussi à repousser par la planche à billets, l’effondrement d’États en cascade qu’aucun fonds déjà constitué en vue de cette issue ne pourra endiguer. En imaginant même que cela puisse encore durer plusieurs années, au bénéfice d’une reprise de la croissance par définition limitée dans le temps, ou au prix d’une déflation rampante s’inscrivant dans la durée (ce que le Japon a connu pendant plus d’une décennie), une seconde déflagration est inscrite d’ores et déjà dans notre prochaine décennie, une « révolte » sociale d’ampleur provoquée par une paupérisation sans précédent du plus grand nombre et une véritable décivilisation (voire par exemple ce que les Grecs connaissant avec leur système de santé). Force est de reconnaître pourtant qu’en Grèce, qu’en Espagne ou encore au Portugal, cette insoumission à un ordre devenu insupportable est loin encore d’être dessinée. Mais en tout état de cause elle constitue une inévitable issue. En attendant, une troisième fêlure pourrait jouer un rôle crucial, le discrédit croissant des gouvernements actuels, déjà en partie constitués pour y faire face de coalitions réunissant les partis traditionnels conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates (on note que sur 28 pays européens membres de l’UE, plusieurs ont déjà atteint ce stade, dont l’Allemagne et la Grèce) ce qui ouvre la voie à des aventures politiques populistes pour le moins inquiétantes. Le refus obstiné de prendre en compte les multiples dérèglements climatiques et les dégâts dramatiques infligés aux milieux naturels constituent une quatrième échéance tout aussi redoutable. Enfin les conséquences d’une crise anthropologique majeure par laquelle le capitalisme mondialisé produit purement et simplement des monstres capables d’ignorer totalement le sort de millions d’individus simplement pour alimenter leurs portefeuilles et vivre dans l’hyperluxe, ce qui constitue en soi un véritable crime contre l’humanité.

Face à ces redoutables mécaniques, penser ce que sera demain peut déboucher sur un pessimisme ravageur (la puissance du capital international et de ce que j’appellerai une « hyperbourgeoisie ») et amener à penser qu’il est probablement déjà trop tard ! L’avenir de l’humanité est d’ores et déjà compté.

Pourtant il existe bien, inscrite depuis longtemps comme possible non utopique une alternative prenant la forme d’une vaste révolution postcapitaliste, déjà entamée, s’objectivant sous la forme de multiples futurs présents et constituant autant de points d’appuis pour inverser ces processus. Une révolution silencieuse a débuté, jamais analysée en tant que telle et pourtant potentiellement décisive, susceptible de redonner à tous ceux qui veulent s’inscrire dans une démarche critique efficace une nouvelle hégémonie. Je terminerais donc cet exposé par eux.

On peut commencer par se poser une question liminaire. Pourquoi ces futurs présents apparaissent-ils ? Ils sont généralement le fruit d’initiatives individuelles qui, parce qu’elles répondent à des besoins précis, qu’elles recèlent des possibilités de dépasser l’existant, à solutionner des problèmes concrets, réussissent peu à peu à s’inscrire dans la durée, à fédérer les énergies pour finalement, le cas échéant, moyennant de multiples retours sur expérience et donc d’échecs, à offrir de véritables alternatives, dont certaines peuvent s’avérer radicales. Qui en est à l’origine ? En tout état de cause, l’État n’en est jamais à l’origine et pour cause. Seuls les citoyens en sont les artisans. Certaines de ces initiatives peuvent s’avérer être ouvertement contraires aux intérêts que la classe dominante défend (les échanges « *peer-to-peer* »). Le rôle séminal de ces initiatives est proprement saisissant. Il est intimement lié à la montée des qualifications, à l’essor des NTIC (nous sommes tous désormais reliés par plus de 2 milliards d’ordinateurs, par trois milliards de téléphones, par plus de trois milliards de télévisions…) et à l’amorce d’une objective désaliénation des individus. Certaines d’entre elles peuvent mêmes, de façon très contradictoire, donner lieu à de nouvelles législations, traduisant par là que l’État, instrument de domination d’une classe, est aussi le théâtre d’affrontements contradictoires. L’exemple spectaculaire des femmes, des homosexuels, des handicapés, des retraités (🡪 qui peuvent entamer une « troisième vie ») en est l’illustration. C’est dans ce contexte que peuvent se développer, malgré d’immenses résistances, dans un contexte fondamentalement hostile, des dépassements plus ou moins marginaux, mais riches d’alternatives, des rapports sociaux dominants.

J’appellerai « socialistes » des rapports dans lesquels la sphère étatique est partie prenante, directement ou indirectement. Destinée le plus souvent à réduire les inégalités sociales, sans toucher à la logique même du capital, ils reposent fondamentalement sur la socialisation d’une partie des richesses produites. De par leur nature, tout en préservant le « système » d’une contestation ruineuse, il permet contradictoirement un début de libération des individus sans que cela remette en quoi que ce soit leur aliénation fondamentale. C’est dans ce cadre qu’a pu se développer une Sécurité sociale en France et un État-providence couvrant un certain nombre de besoins sociaux. Avancée qui est en grande partie le fruit des combats menés par la Résistance. L’essor des services publics, aujourd’hui menacés par des privatisations rampantes et une marchandisation croissante, ou encore la mise en place d’un système de retraites par répartition constituent de bons exemples de ces rapports au sein même d’une formation capitaliste. Mais on peut constater leur incapacité fondamentale à bouleverser les rapports sociaux dominants. On peut donc considérer toute perspective socialiste comme fondamentalement inopérante à terme.

J’appellerai « postcapitalistes » ou « communistes » des rapports sociaux répondant à un certain nombre de critères bien précis, qui sont seuls en mesure d’offrir une véritable alternative. Comment se caractérisent-ils ?

Remarquons, pour commencer, que dans tous ces rapports aujourd’hui bien visibles s’associent des participants jouissant des mêmes droits et assumant les mêmes devoirs : d’emblée est mise hors jeu la contrainte exercée par celui qui possède les moyens de production, qui impose ses choix égoïstes parce qu’il a la force pour lui. Dans ces rapports nouveaux en genèse, personne n’est assujetti à personne, les rapports de force s’estompent. Il est significatif qu’au sein des mouvements des Indignés espagnols, par exemple, toute forme de hiérarchie soit proscrite. On y cultive au contraire la plus stricte horizontalité. Ces rapports associent des individus adultes et responsables qui ont choisi en toute liberté une coopération mutuellement avantageuse. On sort donc, et cela de façon assez paradoxale dans une société de classes, des rapports traditionnels, illustration renouvelée de cette vieille dialectique où du neuf se forme à l’intérieur même de l’ancien. Cette émergence est à mettre en relation avec le niveau sans antécédent d’éducation et de formation des individus dans des sociétés développées comme les nôtres. En d’autres termes, on a ici affaire à des acteurs qui, dans une certaine mesure, ont cessé d’être prisonniers de cette société de consommation qu’ils rejettent, infantilisés par des rapports de domination qui les déresponsabilisent, focalisés sur la satisfaction égocentrique de leurs propres besoins. Dans l’essor commencé de cette société toute différente, on voit sans conteste s’amorcer une désaliénation en profondeur des individus. Sans l’aide de l’État (et même s’il arrive qu’il y contribue), ni sous sa contrainte (qui peut pourtant s’avérer nécessaire à terme, ne serait-ce que pour modifier la loi), voire contre lui, au prix d’une désobéissance civile, ces bâtisseurs du monde de demain illustrent on ne peut mieux la capacité d’autogestion de nos concitoyens qu’on avait à peu près en vain tenté artificiellement de développer dans les années 70 et 80 : à cela, on mesure combien le monde a mûri en quelques décennies de crise fondamentale du capitalisme. Au cas où le pire qu’on a évoqué plus haut se produirait, ces communautés, ces réseaux, cette culture constitueraient autant d’appuis pour sortir du chaos, et même notre seule planche de salut. Ce que les Argentins ou les Grecs ont déjà pu expérimenter. A l’intérieur de ces réseaux, voire entre eux, on doit également souligner que la concurrence perd tout sens – autre tendance majeure. Et cela tout simplement parce qu’on ne produit pas un bien ou un service pour accumuler des retours sur investissement. Il y a là une transmutation des fins tout à fait remarquable : on s’investit dans des activités pour de tout autres motifs que l’argent. On cherche à passer d’une utilisation rationnelle du capital à une utilisation rationnelle des hommes et de la planète. Ainsi, si en France, pour lutter contre les déserts médicaux, on cherche à développer des centres de santé  capables de promouvoir une médecine pour tous, c’est pour dépasser les discriminations sociales et refuser le jeu de la rentabilité. On se met au service d’une population sans arrière-pensées. L’intérêt mutuel, l’aide apportée aux plus fragiles, le succès d’une entreprise économiquement et socialement utile, la réussite d’un collectif dans les défis qu’il a à relever, la préservation de notre planète et de son environnement deviennent des fins expressément défendues. L’homme et la nature sont remis au centre. En ce sens, a bien commencé le dépassement du marché capitaliste où seule la loi de l’offre et de la demande régissent les relations sociales. Non pas qu’on rejette la nécessaire adaptation de l’une à l’autre, puisqu’on cherche justement à répondre à des besoins parfaitement bien ciblés, mais la recherche de cette adéquation est surdéterminée par quelque chose de bien plus fort, l’intérêt général, le bien commun et la survie d’un fragile équilibre écologique. Cela, bien sûr, ne peut se faire qu’en refoulant progressivement l’aire économique régie par le seul profit.

Et cela non pas seulement pour des motifs éthiques mais conjointement pour des raisons d’efficience. C’est que démontre la thèse d'Elinor Ostrom, chercheuse américaine, professeur de sciences politiques à l'université d'Indiana, prix Nobel d’économie. Elle a consacré sa vie à la gestion collective des usagers face au marché et à l'État. Elle est partie de la gestion de la nappe phréatique de Los Angeles et de dix autres communes pour conclure que la gestion par les usagers est plus efficace que toute autre mode de gestion. Grâce à la réciprocité, on peut allier transformation sociale et personnelle, réinventer de nouvelles formes de solidarité. De son côté, un architecte américain a constaté à sa grande surprise que les bidonvilles mexicains étaient des modèles de villes durables et qu’on devrait donc s’en inspirer. Dans un tout autre domaine, en France, avec l’appui de chercheurs, des militants syndicaux de la CGT ont mené l’enquête deux ans durant au plus près du terrain sur le travail tel qu’il se fait, et fait souffrir les salariés. Au bout de cette recherche en action, ils ont élaboré une nouvelle méthodologie pour transformer les rapports de travail. Elle démontre clairement que seuls les salariés eux-mêmes peuvent analyser l’inefficacité du travail imposé et la dépasser. Les véritables experts sont les travailleurs. L’indispensable ouverture des conseils d’administration aux salariés et aux consommateurs ainsi qu’à tous ceux qui dépendent de ces unités de production est inscrite en creux dans toutes ces recherches et ces pratiques.

Au sein de cette contre-société qui s’esquisse, autre symptôme qui ne trompe pas, l’appropriation privée disparaît au profit d’une mutualisation générale des biens et des savoirs. On assiste ainsi à un spectaculaire retour à l’esprit des communautés primitives. Certes, tout ceci reste encore très marginal. On n’est guère qu’à la périphérie d’une économie et d’une société massivement dominées encore par le capital. Mais l’essor de ces rapports postcapitalistes pose à terme la question du devenir du droit de propriété traditionnel. En ce sens, ces formes nouvelles annoncent en petit ce qui sera le principal affrontement futur, le dépassement de l’appropriation privée des biens communs et la réappropriation par les hommes de leur propre vie.

Ce que cette dynamique, qui ne fait que commencer, révèle également, c’est la disparition programmée du salariat, ce corollaire direct du capital. Ce que les individus impliqués dans ces nouvelles formes gagnent, au-delà de leur propre épanouissement, ce sont des revenus tirés d’un partage du fruit de leur travail. Ce qu’ils touchent n’est pas un salaire mais une part du travail collectif. Bernard Friot a déjà développé la thèse selon laquelle la pension versée à un retraité est ainsi un *salaire différé anticapitaliste*. Avec ce « salaire », le retraité peut travailler, non pas comme le capital l’exige, pour valoriser le capital mais pour effectuer un travail utile qui a de la valeur. On pourrait même tout à fait envisager d’étendre ce salaire social à tous. Au-delà, à une échelle beaucoup plus vaste, la socialisation d’une partie des richesses produites permet la mise en place des services publics et d’un système de protection sociale sécurisant les individus à la fois dans leur parcours professionnel et dans leur vie quotidienne. Cette appropriation sociale ouvre la voie à la gratuité bien comprise quand il y va de l’intérêt général. Devient alors possible le libre développement des individus, leur plein épanouissement. Comme le disait Jaurès, on peut mesurer le degré de civilisation au degré d’émancipation de chaque être humain. Le dépassement effectif du capitalisme ouvrirait la voie vers un monde où le genre humain commencerait à prendre véritablement forme.

Mais comment ces futurs présents s’objectivent-ils ? Je prendrais ici trois exemples.

Et je commencerai par celui des SCOP. Le contrôle du lieu de travail est depuis toujours un enjeu central. Propriété capitaliste de l’investisseur, aujourd’hui des actionnaires, depuis le terrain jusqu’aux machines, l’entreprise privée est l’endroit par excellence où s’effectue l’exploitation du travailleur, le vol de son temps de travail et la confiscation de la plus-value. L’histoire est déjà riche des tentatives ouvrières pour se réapproprier leur outil de travail. Il n’y pas lieu ici de rappeler toute l’histoire de cet affrontement qui a permis, jusqu’à aujourd’hui une très limitée extension des droits d’intervention des travailleurs. Des décennies de lutte n’ont en rien entamé le pouvoir quasi féodal des instances dirigeantes. Ce sera, à n’en pas douter, le combat du siècle. Mais si les luttes ont peu réussi à remettre en cause la dictature actionnariale, par contre, en dehors de cette sphère, voit-on des hommes et des femmes réussir à construire des entreprises d’un genre nouveau et que l’on a pris l’habitude d’appeler coopérative. Alors que la crise met ainsi à mal tout le tissu industriel, que les actionnaires vendent et revendent en licenciant, en fermant, en cassant l’outil de production, que des patrons indélicats voire incompétents coulent leur propre entreprise, les salariés, premières victimes, tentent, pour éviter de disparaître, souvent après des décennies d’expérience, de la reprendre. On voit ainsi, certes de façon encore marginale, de nouvelles finalités émerger, dans des entreprises où les logiques de compétition et de concurrence laissent place à des logiques de coopération, où les droits des travailleurs sont peu à peu reconnus et de nouveaux rapports s’affirment, par exemple dans des sociétés coopératives ouvrières de production, en abrégé les SCOP, partie intégrante d’un vaste secteur, celui de l’ESS (Économie sociale et solidaire). Qu’est-ce qu’une coopérative ouvrière ? Les SCOP (société coopérative ouvrière de production, devenue en 2010 société coopérative et participative ou SCP) appartiennent au secteur déjà étoffé des coopératives dans lesquelles les travailleurs non seulement maîtrisent leur outil de travail, le procès de production, mais, par-là aussi, les rapports qu’ils nouent entre eux. On les trouve présentes dans l’industrie mais elles tendent à gagner également d’autres activités. Prenons l’exemple du groupe espagnol de Mondragon. Dans ce cas, on a affaire non pas à une coopérative mais à un groupe de coopératives (120 au total) présentes dans différents métiers (construction, composants, machine-outil, électroménager, etc.) employant plus de 85 000 travailleurs (en 2009) dont les deux tiers sont des associés. Né dans le pays basque espagnol, ce réseau de coopératives de production est contrôlé par une assemblée générale souveraine où un homme a droit à une voix. Les travailleurs-associés sont donc maîtres de leur outil de travail : ils détiennent des parts du capital et deviennent de fait les nouveaux « stakeholders » (c’est-à-dire les salariés-citoyens impliqués directement dans la direction de l’entreprise à la place des actionnaires classiques). Les profits de ce groupe sont alloués à un fonds de réserve obligatoire qui, avec la banque du groupe et un Fonds central d’investissement, permet l’autofinancement. L’entité est donc en partie autonome, ce sans quoi elle ne pourrait se développer. Les associés touchent annuellement des « retours coopératifs » (jusqu’à 70% des profits nets) mais destinés avant tout à augmenter leurs parts sociales et donc à permettre l’essor du groupe. La participation des associés à la vie de leur entreprise est systématiquement favorisée et ce sont des initiatives de la base qui sont transmises et étudiées par l’Assemblée générale. Le temps de travail et les salaires sont collectivement encadrés. L’ensemble comprend non seulement une Division industrielle mais également une Division Distribution, constituée surtout d’une chaîne de supermarchés et une Division Connaissance composée de 17 coopératives de recherche et d’enseignement. En d’autres termes, on a là l’embryon d’un vaste secteur se développant à côté du secteur marchand, susceptible à terme de le remplacer, qui s’appuierait non sur des coopératives isolées mais sur des réseaux de coopératives « où les travailleurs associés ne seraient pas forcément propriétaires de parts de capital mais simples usufruitiers du capital mis à leur disposition » (analyse de Toni Andrani), devenant non des coopératives au sens strict mais des entreprises socialisées. Fort déjà, au niveau européen, de plus de 11 millions de salariés (soit 6, 7% de l’emploi total dans l’UE à 25), ce secteur de l’ESS continue à embaucher pour représenter en France plus de 12% de l’emploi salarié privé (plus de deux millions de personnes) et représenter plus de 10% du PNB. On peut parler d’un essor continu depuis plusieurs décennies de ce secteur, ce qui est, en soi, très révélateur sur les dynamiques en cours. Force est également de constater que cette économie sociale gagne du terrain là où l'État recule, où le marché s’avère inopérant. Face aux carences dramatiques de la gestion capitaliste, s’ébauche aujourd’hui même, « par en bas », et vaille que vaille, quelque chose qui en dit long sur un postcapitalisme déjà-là... Tout cela n’est nullement le fruit d’initiatives pilotées par en haut, afin de pousser à une quelconque collectivisation, mais bien une forme d’auto-organisation sociale, qu’une législation appropriée devrait favoriser et dont l’essor sera difficilement arrêtable. Qu’est-ce qui, en effet, interdit l’extension universelle de ce modèle des SCOP à toutes les entreprises ? Qu’est-ce qui empêche de transformer n’importe quelle grande entreprise privée en société coopérative d’intérêt collectif (SCIC), ce qui signifie entre autres de faire entrer dans le conseil d’administration les salariés, les représentants des collectivités locales et les consommateurs (« shareholders ») ? Débarrassées du coût souvent exorbitant du capital et de ses aberrations gestionnaires, ces entreprises ont démontré qu’elles étaient parfaitement rentables, sans cacher que parfois, dans les conditions présentes, certaines fassent faillite (FagorBrandt), mais surtout utiles et efficientes dans une perspective globale de développement humain sous le signe du bien commun. Pourquoi le capitalisme laisse-t-il se développer ces formes ouvertement postcapitalistes en son sein ? L’exemple de Fralib est à cet égard éclairant. Lorsque le groupe Unilever prend le contrôle de la marque Éléphant et des usines de Gémenos, en Provence, il met la main sur une activité séculaire créée à la fin du XIXe siècle. L’usine est alors équipée de machines ultra-performantes capables de fabriquer des sachets d’infusion double chambre et certains y voient même l’un des futurs fleurons de l’agro-alimentaire français, candidat potentiel pour former un pôle d’excellence. Mais la stratégie de la multinationale est toute autre. Pour des raisons strictement financières, Unilever enlève à l’usine provençale la possibilité d’accéder elle-même à la matière première en transformant Fralib en simple façonnier. Autrement dit, elle doit acheter à Unilever le thé qu’elle va ensuite conditionner, ce qui permet à la multinationale d’engranger directement les bénéfices. La firme anglo-néerlandaise se désintéresse alors de ces locaux, dont elle reste pourtant propriétaire. L’usine pourtant parfaitement rentable se voit peu à peu réduite pour être fermée le 28 septembre 2010 et la production transférée en Belgique et en Pologne. La reprise par les salariés de leur outil de travail devient alors la seule issue. Dans ce cas précis, l’histoire est en cours et l’avenir dira si Gémenos sauvera son outil de production. Mais il est clair, qu’ici, le capital fera tout pour empêcher l’essor de telles entreprises. Dans d’autres, les salariés ont déjà réussi. C’est ainsi le cas des salariés de My Ferry Link, entreprise qui exploite les liaisons transmanche par ferries sur la ligne Calais-Douvres, de ceux d’Acome, producteur de câbles pour le réseau téléphonique, devenu la première SCOP de France ou encore ceux de GBM, fleuron de la verrerie localisé dans le Limousin. Un an après sa transformation en SCOP, l’entreprise se porte comme un charme alors qu’elle a à la fois un savoir-faire reconnu et un vaste marché à disposition.

Prenons un autre exemple, celui du CERN. Le CERN (conseil européen de recherche nucléaire) est bâti sur une association de 12 pays membres créée en 1954, où chaque pays a droit à une voix et où sa contribution financière est proportionnelle à sa puissance économique. Mais les fonds alloués sont votés sans aucune obligation de retour et garanties par le traité sur la durée. Fort de cette indépendance financière, ce CERN a mené à bien la construction du plus grand accélérateur de particules au monde, a découvert le fameux boson BEH en 2012, ce qui est déjà un beau palmarès. Mais ce qui frappe encore davantage, c’est l’exemplarité des rapports développés au sein de la communauté de chercheurs qui compose le CERN. Il y a en effet, là, des milliers de chercheurs, venus du monde entier, appartenant à des laboratoires différents entre qui la coopération est totale. C’est ainsi qu’ils ont mis en place, en 1989, les soubassements du WWW, réseau qui leur permettait de communiquer entre eux, d’accéder gratuitement à leurs expériences collectives, sans possibilité aucune de breveter quoi que ce soit, élaborant ainsi les prémices de société de la connaissance. Un terreau particulièrement fertile où cohabitent la passion de la recherche, la liberté totale, l’esprit d’entreprise, le pragmatisme…. Ils ont compris le principe cardinal selon lequel en rendant publiques toutes les avancées effectuées, tant dans le software que dans le hardware, on ne repartait pas de zéro mais on s’appuyait au contraire sur les acquis accumulés par les autres. Est-il étonnant que ce soit le CERN qui ait favorisé les premiers logiciels libres comme le célèbre Linux et qu’au lieu d’investir dans un supercalculateur centralisé, ils aient préféré mettre en réseau leurs propres ordinateurs, dans le monde entier, chacun disposant ainsi de la même puissance de calcul dans le cadre d’un système optimisé, transparent et démocratique.

Troisième exemple : le commerce équitable. De quoi s‘agit-il ici ? « Le commerce équitable, selon le consensus de FINE[[1]](#footnote-1), est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l’objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s’engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l’opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel ». Définition minimaliste pour un système d’échange tout à fait novateur où la finalité est l’échange mutuellement avantageux. Dans une économie de marché où l’intermédiaire oppose le consommateur au producteur, pour les gruger tous les deux en prélevant indûment sa rente, se sont développées des organisations combinant l’intérêt du producteur à celui du consommateur, et ce afin de favoriser d’abord le développement local et l’intégration de producteurs souvent pauvres dans un circuit sécurisant, durable, éthique et préservant l’environnement. Autant dire que sont ici encore en gestation des rapports non capitalistes mus par d’autres fins. Qu’y gagne le producteur ? La reconnaissance de son travail, la rétribution jugée « juste » de tout ce qui a été nécessaire et de tout ce dont il a absolument besoin pour permettre en fin de compte au consommateur d’avoir accès au produit commercialisé, impliquant par exemple l’éducation de ses enfants, et donc les moyens de son autonomie via des revenus réguliers. Qu’y gagne le consommateur ? Certes, il va devoir payer plus cher ce qu’il pourrait acquérir ailleurs. Mais il a accès à un produit dont la qualité est garantie, la traçabilité transparente et, qui, sur un plan éthique, est de nature sociale incomparablement supérieure, avec de plus la certitude, labellisée, de contribuer par son achat à un développement durable. En permettant à ces petits producteurs de sortir de leur condition, le consommateur, permet à ceux-ci de consommer et d’échanger pour satisfaire d’autres besoins. On décèle ainsi dans l’histoire récente des relations économiques internationales les mêmes prémices pour un dépassement postcapitaliste des anciens rapports de force internationaux. Alors que la guerre, et son corollaire la course aux armements, continue de faire peser sur la planète un risque non négligeable de conflits localisés, mais dans un contexte aussi où la menace de guerre générale a totalement et irréversiblement disparu à l’intérieur d’une zone où l’affrontement s’est transformé en une concurrence économique pacifique mais néanmoins impitoyable et où les frontières peu à peu s’estompent, naissent des rapports radicalement nouveaux liant, par-delà les océans et les frontières politiques, des individus, des collectivités, parfois même des États mus par de toutes autres fins que celle du profit immédiat. Qu’est par exemple le protocole de Kyoto, sinon, au-delà de ses évidentes limites et pour le moment de son échec, une prémice d’entente durable des nations pour préserver la planète des conséquences du réchauffement climatique ? La création dans l’été 1946 d’une Organisation des Nations Unies a représenté, da façon plus générale, un tournant décisif en vue d’une possible refonte totale des relations internationales sur d’autres bases que celles de la loi du plus fort. La coopération de la quasi-totalité des États dans des organisations comme l’UNESCO, l’OMS ou encore ONUSIDA, sans l’idéaliser, constitue un ensemble d’avancées suffisamment importantes pour qu’on puisse y voir une préfiguration non utopique de ce que pourrait être une planète débarrassée des rapports de force de nature impérialiste.

Ainsi, à trois crises dont seule la dernière nous donne la clé générale, nous nous trouvons confrontés à deux issues, dont l’une serait dramatique pour le genre humain, ce qui nous renvoie ainsi à un impératif absolu, retrouver cette hégémonie culturelle perdue, comme a pu le faire, non sans limites et à son niveau, le mouvement écologiste ces quarante dernières années. L’enjeu majeur est de rassembler dès à présent autour de la perspective d’un dépassement radical de la société de classes. C’est à ce prix que nous retrouverons l’initiative. Que faire pour cela ? Agir, s’investir partout où cela est possible, avec obstination et détermination, pour se réapproprier nos biens communs. Investir partout nos écoles, nos hôpitaux, nos médias… et construire des réseaux thématiques comme ont su déjà le faire ATTAC ou les mouvements féministes ou homosexuels. Avec qui ? Faut-il dépasser le concept de « classe exploitée » ? Sans abandonner l’analyse de classe, bien au contraire, il est aujourd’hui nécessaire de rassembler tous ceux qui potentiellement représentent une écrasante majorité de l’humanité, celle des exploités, des matraqués, des aliénés de toutes sortes. Créer sur cette base idéologique et sociale ce que Roger Martelli a appelé une hyperclasse qui serait au fond déjà un dépassement de la société de classes. Comment ? En dépassant la forme « parti à l’ancienne » qui est essentiellement pensée pour affronter les élections et prendre le contrôle de l’État. Or, ce dont souffre aujourd’hui la « gauche » », c’est de ce processus de scissiparité diabolique, source de totale impuissance, qui ne peut être dépassé qu’en proclamant clairement nos fins. Certes, passer à des réseaux et à des structures horizontales, associant inéluctablement la centralité demandera d’accepter de se dessaisir de la chose politique au profit des citoyens, ce qui ne disqualifierait aucunement les formations politiques classiques.

1. Ce consensus de FINE, acronyme regroupant des organisations impliquées dans le commerce équitable, cherche à définit le commerce équitable en s’appuyant sur ses propres pratiques. [↑](#footnote-ref-1)